

Unité bidépartementale Eure Orne  
1, Avenue du Marechal Foch  
CS50021  
27000 Evreux

Évreux, le 10/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CANPACK FRANCE SAS**

3 route de Rouen  
BP 1101  
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO/ERC/2024/12/388  
Code AIOT : 0005800303

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement CANPACK FRANCE SAS implanté 3 route de Rouen BP 1101 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CANPACK FRANCE SAS
- 3 route de Rouen BP 1101 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 14 octobre 2013, la société TAPON FRANCE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur la commune de Saint-Marcel. Canpack France SAS exploite une installation de fabrication de capsules de bouteille. Le BREF STS (traitement de surfaces utilisant des solvants) s'applique au site dans la mesure où l'établissement relève de la directive relative aux émissions industrielles (dite directive IED) pour la rubrique 3670.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a informé l'inspection d'une non-conformité sur la mesure des COVT du conduit n°5 (fours 3 et 4), lors des mesures réalisées par SOCOTEC, le 29 juillet 2025. Pour pallier cette non-conformité, l'exploitant indique avoir engagé une étude auprès de KBA Constructeur (constructeur des fours) pour déterminer si le conduit n°5 peut être connecté à l'incinérateur TRA (si cet incinérateur est en capacité de récupérer le volume du conduit n°5). Cette connexion permettrait de supprimer les COV émis par le conduit n°5 qui ne font l'objet d'aucun traitement à ce jour. Les conclusions de cette étude sont prévues pour fin décembre 2025.

En parallèle, l'exploitant mène une étude pour installer une cloison à l'intérieur des fours des lignes d'impression, entre les deux brûleurs afin de concentrer les COV au niveau des émissaires extérieurs et réduire les émissions diffuses.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65B	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Evaluation des risques sanitaires	Lettre du 02/12/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	MTD 1 –Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2-1	Sans objet
4	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet
5	Local de stockage de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 7.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit répondre aux demandes de l'inspection dans les délais impartis.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65B
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations présentant une pollution des eaux souterraines du fait de leur activité respectent, sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement) et sans préjudice des obligations de gestion de cette pollution, les dispositions suivantes : 1° La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable, ou sur la mise à jour d'une étude antérieure, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier. 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier : -le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ; -les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ; -la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées. [...]
<b>Constats :</b>  En date du 6 novembre 2025, par courriel, l'exploitant a informé l'inspection d'un événement qui s'est déroulé, dans le lotissement de la cité Meyer (rue des Ecoles) qui est proche de l'établissement. Le 4 novembre 2025, vers 21h, des habitants de ce lotissement ont senti une odeur forte de solvant, celle ci était plus prononcée au niveau des caves des habitations concernées. L'odeur s'est dissipée sous 2-3 h. L'établissement a été informé de cet événement le 5 novembre 2025 et a entrepris une enquête, en vérifiant les tampons d'assainissement du site et contrôlant les équipements extérieurs qui pourraient générer des odeurs en cas de dysfonctionnement (vérification avec détecteur de

<p>COV).</p> <p>L'exploitant n'a pas déterminé d'odeur, ni de trace de pollution visible, malgré l'utilisation d'un détecteur de COV dans les tampons d'assainissement du site et dans le tampon qui est sur le Parc de la Garenne en sortie de site.</p> <p>L'exploitant a appris que des phénomènes similaires ont déjà eu lieu deux fois depuis 2022, mais que, généralement cela sent faiblement et pendant 1 heure environ, le plus souvent en fin de journée.</p> <p>L'exploitant a communiqué le numéro d'astreinte du site aux particuliers pour être informé dès que possible, si cet événement devait se manifester à nouveau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin de s'assurer que les odeurs de solvants ne proviennent pas d'une éventuelle pollution des eaux souterraines, ainsi que pour faire suite aux conclusions du rapport de base de l'installation classée (ICPE 3670), une surveillance de la qualité des eaux souterraines doit être mise en œuvre. Préalablement, une étude hydrogéologique doit être réalisée. Cette étude devra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• définir le sens d'écoulement hydraulique des eaux souterraines ;</li> <li>• identifier les substances polluantes à rechercher, en lien avec les activités passées et présentes de l'installation ;</li> <li>• déterminer le nombre, l'implantation et les caractéristiques des sondages/piézomètres nécessaires à la mise en place d'un dispositif de surveillance conforme aux exigences réglementaires.</li> </ul> <p>L'étude devra être transmise sous un délai de 3 mois au plus tard. La surveillance des eaux souterraines devra être effective sous un délai de 6 mois au plus tard..</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 2 : MTD 1 –Système de management environnemental (SME)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mise en place et application d'un système de management environnemental (SME)</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental approprié présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>i. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement, y compris de la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un système de management environnemental efficace.</p> <p>ii. Analyse visant notamment à déterminer le contexte dans lequel s'insère l'organisation, à recenser les besoins et les attentes des parties intéressées, à mettre en évidence les caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement (ou la santé humaine), ainsi qu'à déterminer les exigences légales applicables en matière d'environnement.</p> <p>iii. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation.</p>

- iv. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables.
- v. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux.
- vi. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires.
- vii. Garantir (par exemple, par l'information et la formation) la compétence et la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation.
- viii. Communication interne et externe.
- ix. Inciter les travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental.
- x. Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que de registres pertinents.
- xi. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces.
- xii. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés.
- xiii. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences (environnementales) défavorables des situations d'urgence.
- xiv. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise à l'arrêt définitif.
- xv. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage; si nécessaire, des informations peuvent être obtenues dans le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau provenant des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles.
- xvi. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur.
- xvii. Audits indépendants internes (dans la mesure du possible) et externes réalisés périodiquement pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le système de management environnemental respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour.
- xviii. Evaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels.
- xix. Revue périodique, par la direction, du système de management environnemental et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité.
- xx. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.
- xxi. Interaction avec le contrôle et l'assurance de la qualité, et considérations relatives à la santé et à la sécurité.
- xxii. Planification visant à réduire l'empreinte environnementale d'une installation ; il s'agit notamment des éléments suivants :
  - a. évaluation de la performance environnementale globale de l'unité (voir le point 2.2) ;
  - b. prise en compte de considérations multilatérales, en particulier le maintien d'un juste équilibre entre la réduction des émissions de solvants organiques et la consommation d'énergie (voir le point 2.9.6), d'eau (voir le point 2.9.7) et de matières premières (voir le point 2.5) ;
  - c. réduction des émissions de COV résultant des procédés de nettoyage (voir le point 2.8).

<p>xxiii. Inclusion des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements (voir le point 2.4 - a.) ;</li> <li>b. un système d'évaluation des matières premières permettant d'utiliser des matières premières ayant une faible incidence sur l'environnement, et un plan visant à optimiser l'utilisation de solvants organiques dans le procédé (voir le point 2.3) ;</li> <li>c. un plan de gestion des solvants (voir le point 2.9.1) ;</li> <li>d. un programme de maintenance visant à réduire la fréquence et les conséquences environnementales des OTNOC (voir le point 2.9.4) ;</li> <li>e. un plan d'efficacité énergétique (voir le point 2.9.6 - a.) ;</li> <li>f. un plan de gestion de l'eau (voir le point 2.9.7 -a.) ;</li> <li>g. un plan de gestion des déchets (voir le point 2.9.9 - a.) ;</li> <li>h. un plan de gestion des odeurs (voir le point 2.10).</li> </ul> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement sont proportionnés à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le rapport relatif au réexamen des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques (BREF STS), revêtement et impression d'emballages métalliques, déposé le 21 décembre 2021, l'exploitant indiquait détenir un SME depuis 2010, non certifié. Il précise être en cours de réactualisation et s'engageait à obtenir « un système de Management QSE » pour 2023 et une certification (notamment l'ISO 14001 et le SME).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique que le système de management environnemental (SME) n'est toujours pas mis en place. L'exploitant a présenté un système de management intégré inclus dans la politique environnementale du groupe Canpack, signé du directeur en date du 17 janvier 2025.</p> <p>L'exploitant prévoit que le système de management environnemental soit en vigueur pour 2027. Un alternant Qualité Sécurité Environnement a été recruté pour travailler sur ce sujet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir le délai annoncé pour la mise en place du SME.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 02/12/2024
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evaluation des risques sanitaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Vous indiquez que suite aux évolutions des encres et des vernis, leurs compositions sont différentes de celles étudiées lors du dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 12 octobre 2012. Certaines des substances identifiées comme : Cancérigène Mutagène ou Toxique pour la Reproduction (CMR) issues de l'évaluation des risques sanitaires ont été substituées par des substances moins nocives. Compte tenu de ce qui précède, je prends note de votre engagement (cf. p35/45 du dossier de réexamen) à réactualiser l'étude de risques sanitaires et je vous remercie de nous transmettre cette étude mise à jour pour le 30 juin 2025 au plus tard.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant indique que du retard a été pris dans la réalisation de cette étude suite au remplacement de la ligne de vernissage n°1. Compte tenu de ce remplacement des mesures des rejets atmosphériques n'ont pas pu être réalisées, ne permettant pas de finaliser cette étude. L'exploitant indique que la finalisation du rapport est attendue pour fin janvier 2026. Il convient de noter que l'exploitant n'utilise plus de produits CMR au sein de des installations.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'exploitant doit transmettre le rapport de l'étude de risques sanitaires à l'inspection sous 2 mois au plus tard.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le Plan de Gestion de Solvants (PGS) 2024 a été abordé.  Les remarques suivantes ont été émises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des mesures sur le rejet des sorties four UV UV L2 et Four UV L3 doivent être réalisées pour statuer sur la présence ou non de COV dans ces rejets ;</li> <li>- L'utilisation du produit "SUN ROUGE TU 4353UV" a une quantité de 0,87 kg en 2024. Lors de</li> </ul>



<p>l'inspection de 2024, des substances Cancérigènes Mutagènes ou Toxiques pour la Reproduction ont été mises en évidence dans ce produit. En réponse à l'inspection de 2024, l'exploitant a spécifié par courrier du 9 janvier 2025 un stock de 0 sur la totalité de l'année 2024 de ce produit. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que le produit SUN ROUGE TU 4353UV est différent de celui visé lors de l'inspection. Celui présent sur le PGS de 2024 est un mélange de 3 encres. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de ces 3 encres ont été contrôlées en inspection, aucune mention de dangers référencée comme Cancérigène Mutagène ou Toxique pour la Reproduction apparaissent dessus.</p> <p>- Des données doivent être détaillées dans certains onglets du PGS. Par exemple, à l'onglet : solvants organiques détruits : O5, les données définies pour les flux COVnm du Conduit n°4 doivent être précisées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre en compte, les remarques précitées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Local de stockage de produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Local de stockage de produits chimiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès à ce local est uniquement accessible par la porte électrique, la porte manuel ayant été condamnée. Autrement dit, en cas de défaut d'alimentation électrique, il n'est pas possible d'accéder au local. Ceci pourrait poser des problèmes d'intervention en cas d'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le local vernis soit accessible même en cas de perte d'alimentation électrique (notamment en cas d'incendie, panne électrique).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>